

Appel de la FFII aux parlements nationaux

vendredi 29 mars 2019, par [Rene Paul Mages \(ramix\)](#), [Benjamin Henrion](#), [Alexandra Bond](#)

COMMUNIQUÉ de PRESSE [Europe / Démocratie / Censure / Economie / Droit d'Auteur]

Bruxelles, 29 Mars 2019 - La FFII en appelle à la colère des opposants au filtrage sur internet pour inverser la position de leur nation en demandant un vote aux parlements nationaux.

Le Conseil des Ministres (de l'UE) est une institution non démocratique où les décisions sur ce type de sujet sont prises par des représentants des ministères de la culture des Etats Membres.

La FFII demande aux parlements nationaux de **'reprendre le contrôle'**.

L'adoption du filtrage des téléchargements (upload) sur internet est une erreur stratégique qui alimentera le jeu des eurosceptiques aux prochaines élections. Hier la réaction de Boris Johnson au vote du parlement ne laisse aucun doute sur ce point. Le filtrage des téléchargements sur internet est une pente glissante. Une autre directive étendra ce type de filtrage de façon automatique aux contenus 'terroristes', aux 'fake news', et finalement aux discours politiques. Où s'arrêtera-t-on ?

Le Conseil des Ministres (de l'UE) devrait formellement adopter la directive en point-A (c'est à dire sans discussion) **à la prochaine réunion du mardi 9 avril 2019.**

Benjamin Henrion, le président de la FFII, déclare : « Le temps est venu pour une véritable Démocratie en Europe. Vous avez une semaine pour changer le cours des choses. Appelez vos parlements nationaux dès maintenant en demandant un vote sur le filtrage des téléchargements sur internet ! »

Il nous rappelle qu'il y a 15 ans « la Pologne sauva les PME de la dangereuse directive sur les brevets logiciels, et que chaque nation peut faire de même. Merkel et Macron ont bradé nos PME en échange d'un gazoduc, il est grand temps de combler le déficit démocratique et de remplacer nos diplomates par un réseau de parlements nationaux. Les Ministres de la Culture ne doivent plus être autorisés à dicter la position d'une nation. Le débat relatif à CETA fut le même bazar antidémocratique tenu dans à peine 3 parlements nationaux sur 28, à l'occasion duquel une poignée de ministres co-optés arrêta la position de leurs nations. »

Les sociétés du secteur internet essaient d'ores-et-déjà de se délocaliser en Suisse pour éviter les insoutenables responsabilités que le filtrage du Net va créer.

De surcroît les lobbies du droit d'auteur font pression pour contraindre la Suisse à adopter la même législation absurde à laquelle les petites entreprises ne peuvent se conformer.

Il conclut : " Le rêve de Macron d'une nation start up touche à son terme.

Son principe directeur semble être : Laissons aux grandes entreprises le soin de faire des affaires !".

Liens

La Pologne fait supprimer l'adoption en « point-A » de la directive brevets logiciels de l'agenda de la réunion du Conseil des ministres de l'agriculture du 21 décembre 2004 :

- <https://thankpoland.info>

La Pologne sauve l'Union Européenne une fois encore :

- <https://lists.ffii.org/pipermail/ne...>

FAZ : Altmaier sacrifie les startups du droit d'auteur :

- <https://edition.faz.net/faz-edition...>

Techdirt : l'Allemagne s'est alignée sur la position de la France en ce qui concerne la directive sur le Copyright en échange d'un accord sur le gaz russe :

- <https://www.techdirt.com/articles/2...>

Techdirt : Après avoir martelé que la Directive sur le Copyright n'impliquait pas la mise en place d'un filtrage, la France s'empresse de faire la promotion des filtrages :

- <https://www.techdirt.com/articles/2...>

Le Parlement Européen se précipite vers un internet à la soviétique (Paquet Telecom 2008) :

- <https://blog.ffii.org/european-parl...>

Abandon du monde des PME au profit des multinationales ! :

- <https://twitter.com/zoobab/status/1...>

Communiqué de presse de la FFII (version originale en anglais) :

- <https://blog.ffii.org/ffii-call-on-...>

Contact

Benjamin Henrion, FFII Bruxelles, bhenrion at ffii.org, +32 484 566109